



## Repères historiques

### Les origines

#### ***De l'idéal au réel...***

C'est dans la première partie du XIXe siècle qu'apparaissent les premiers courants socialistes en France. Les premiers théoriciens socialistes (Saint-Simon, Fourier, Cabet, Leroux) manifestent une grande imagination ; d'où leur appellation posthume de "socialistes utopiques". Beaucoup de leurs intuitions méritent encore l'intérêt mais leur influence dans les milieux populaires demeure marginale.

Au-delà de l'utopie, la réalité s'exprime dans toute sa dureté. Les nouvelles conditions de travail engendrées par la révolution industrielle entraînent des explosions de misère durement réprimées : révolte des canuts lyonnais en 1831, journées de juin 1848, Commune de Paris en 1871..., autant d'événements qui mettent au premier plan la "question sociale". La révolution de 1848 fait apparaître des divergences entre les démocrates socialistes favorables à la réforme (Ledru-Rollin, Louis Blanc) et les partisans de la violence (Blanqui, Barbès) qui considèrent celle-ci comme le seul moyen susceptible de permettre un changement profond du système économique et social.

Le combat pour la république, contre la monarchie censitaire et contre le second Empire, se conjugue alors avec la lutte contre les nouvelles conditions de travail et de vie engendrées par la révolution industrielle. La gauche républicaine s'organise et cherche à effectuer une synthèse entre la tradition montagnarde de la révolution de 1789-1793 et les questions sociales que le mouvement ouvrier naissant fait surgir.

#### ***La structuration du mouvement ouvrier : du syndical au politique***

L'influence des idées anarchisantes et fédéralistes de Proudhon se fait sentir dans la création des premières structures d'organisation. La reconnaissance du droit de grève en 1864 favorise le développement d'un mouvement ouvrier. Mais la violente répression de la Commune décime la

Section française de la première internationale, créée en 1864, qui regroupait une élite de militants ouvriers.

La II<sup>e</sup> internationale est constituée en 1889 à Paris. L'influence de Karl Marx, notamment par l'intermédiaire de son compagnon de lutte, Friedrich Engels, y est d'abord dominante. Cependant, les idées libertaires et anarcho-syndicalistes continuent à influencer une partie du mouvement ouvrier, qui manifeste sa méfiance à l'égard de la politique. Après la reconnaissance du droit syndical en 1884, la Confédération générale du travail (CGT) se constitue en 1895. En 1906, elle adopte la "Charte d'Amiens" qui consacre le principe de l'indépendance du syndicalisme par rapport au socialisme politique.

De là découle l'absence de liens organiques entre partis et syndicats qui distingue fortement le socialisme français de la social-démocratie de l'Europe du Nord.

Ceci n'empêche pas l'adhésion du mouvement ouvrier au fonds commun républicain (cf les grandes lois républicaines : enseignement et presse en 1881, liberté syndicale en 1884, liberté d'association en 1901, séparation de l'église et de l'Etat en 1905, etc.).

Le socialisme politique s'unifie en 1905 avec la fusion des courants socialistes (guesdistes, blanquistes, réformistes...) dans la nouvelle Section française de l'internationale ouvrière (SFIO). Peu à peu, Jean Jaurès s'impose comme la figure majeure du socialisme français, par son combat pour l'unité, par sa capacité de synthèse entre la république et le socialisme, entre le patriotisme et l'internationalisme, entre les idées marxistes (dont se réclame principalement Jules Guesde) et la tradition de la Révolution française. La SFIO, qui se veut parti ouvrier, a acquis une large base électorale et militante : les paysans, les ouvriers, les artisans côtoient les intellectuels et les fonctionnaires.

### ***Le double choc : 1914 et 1917***

Les principes de l'internationalisme et du pacifisme portés jusqu'alors par le mouvement ouvrier et la II<sup>e</sup> Internationale sont remis en question par l'adhésion de la SFIO et de la CGT à la politique d'union sacrée.

Cependant, la durée de la guerre, les sacrifices et désillusions qu'elle entraîne, vont faire germer une opposition qui s'organise lors de la conférence de Zimmerwald en septembre 1915. En 1917, la révolution russe accentue une poussée à gauche dans le parti et la "majorité de guerre" est renversée. La SFIO, profondément traumatisée et divisée, se trouve donc devant le choix de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, dirigée par Lénine et les bolchéviques.

## **La fracture de 1920**

### ***Le congrès de Tours et "la vieille maison"***

Le congrès de Tours de décembre 1920 survient après l'échec électoral de 1919 (chambre "bleu horizon") et l'échec syndical des grandes grèves de 1920. Par ailleurs, les bolchéviques croient à la possibilité d'une révolution mondiale et recherchent la constitution d'une avant-garde révolutionnaire dans chaque pays (cf. les 21 conditions d'adhésion à la IIIe internationale, imposées par Lénine).

Les conditions d'une scission sont réunies : le congrès voit l'opposition entre une réaffirmation de la tradition socialiste française (démocratie interne et respect du suffrage universel), telle que l'avait établie Jaurès (discours de Blum) et une volonté révolutionnaire (adhésion à la IIIe internationale et acceptation du "modèle" bolchévique). Les trois-quarts des congressistes acceptent les 21 conditions. Ils quittent la SFIO pour créer le Parti communiste français (SFIC-PCF).

Cette fracture entre communistes et socialistes se retrouve sur le terrain syndical avec la cassure entre la CGT (proche de la SFIO) et la CGT-U (dite "unitaire", liée au PCF).

Pour tous ceux qui avaient décidé de garder la "Vieille Maison", la tâche était difficile ; 20 000 adhérents seulement étaient restés (parmi eux de nombreux élus et des cadres fédéraux). Sous la houlette de Léon Blum et de Paul Faure, la SFIO devient en quelques années la première force de la gauche. Son alliance avec les radicaux permet l'élection d'une majorité de gauche à l'assemblée : le cartel des gauches (1924-1926). La SFIO pratique alors pour la première fois le "soutien sans participation" au gouvernement. Jusqu'au Front populaire, la SFIO est un parti ni purement réformiste ni réellement révolutionnaire (cf analyse de Léon Blum sur la distinction entre "conquête du pouvoir" révolutionnaire et "exercice du pouvoir" temporaire).

### ***Les années trente***

En 1933, s'ouvre une crise interne au sein de la SFIO qui débouche sur une scission en novembre. Les néo-socialistes (Déat, Marquet) quittent le parti mais ils sont discrédités en raison de leur complaisance envers le modèle fasciste. En contrecoup, on assiste à un gauchissement du parti et l'affirmation de deux tendances de gauche, l'une autour de Zyromski, et l'autre avec Marceau Pivert.

L'offensive de la droite et la menace fasciste, à partir du 6 février 1934, ouvrent les voies à un mouvement populaire d'ampleur, et bientôt, avec le changement d'orientation décidé par l'Internationale communiste, à l'unité d'action avec le PCF.

## **La résistance au fascisme**

### ***Le Front Populaire***

Cette union se concrétise le 14 juillet 1935 au cours d'une cérémonie où des délégués de toute la France prêtent le serment du Rassemblement populaire. Pour la SFIO, comme pour le PCF, il ne s'agissait pas de construire le socialisme. Le Front populaire a été ce grand mouvement défensif qui, dans une coalition originale, a regroupé socialistes, communistes, radicaux et syndicalistes de la CGT réunifiée depuis mars 1936, auxquels il faut ajouter de nombreuses associations de gauche (comme la Ligue des droits de l'homme).

Après les élections victorieuses de Mai 1936, le gouvernement dirigé par Léon Blum, porté par une grande vague de grèves populaires, réalise un large ensemble de réformes sociales (augmentation des salaires, conventions collectives, congés payés, semaine de 40 heures, etc.) dont certaines ont changé le visage de la France. Les difficultés économiques et les rigidités de l'appareil de production amènent le gouvernement à pratiquer une "pause" dans les réformes sociales.

La question de l'intervention dans la guerre d'Espagne divise socialistes et communistes tandis que les premières réformes étant réalisées, les radicaux se raidissent.

Les derniers mois du gouvernement Blum voient une dégradation de la situation et une diminution de la confiance populaire. Mis en minorité devant le Sénat en Juin 1937, le gouvernement démissionne. Le Front populaire survit difficilement, Munich et l'échec de la grève de novembre 1938 signent son éclatement définitif. Le bilan du Front populaire est très positif sur le plan social mais il se termine mal politiquement.

La SFIO sort exsangue et divisée de ces deux années, perdant même sa position d'organisation dominante au sein du mouvement ouvrier français au profit du Parti communiste. La défaite voit le désarroi de la SFIO et seule une minorité du groupe parlementaire, autour de Léon Blum, en juillet 1940, refuse les pleins pouvoirs à Pétain.

### ***De la Résistance à la Libération***

Les socialistes se ressaisissent et s'organisent dès 1940 sous l'impulsion, notamment, de Daniel Mayer.

Présent dans les réseaux de résistance et les maquis, luttant contre l'occupant et les collaborateurs, durement frappé par la répression jusqu'au jour de la libération, le Parti socialiste clandestin joue un rôle essentiel dans la résistance. Léon Blum, avant d'être déporté, donne l'exemple par son comportement courageux au cours du procès de Riom, obligeant Vichy à l'interrompre en mars 1941. Des membres de la SFIO siègent au Conseil national de la résistance (CNR). Les socialistes participent au gouvernement avec de Gaulle jusqu'en janvier 1946 puis, selon la formule du tripartisme (SFIO, PCF, MRP), jusqu'en mai 1947.

Les réformes de structure réalisées à la Libération et pendant le

tripartisme ont été importantes et continuent de modeler le visage de la France moderne : vote des femmes, nationalisations, sécurité sociale, comités d'entreprise...

## **La guerre froide et les guerres coloniales**

Occupée d'abord à la reconstruction du pays et à la création d'une nouvelle démocratie parlementaire, la SFIO se trouve rapidement confrontée, à l'intérieur, au problème de la concurrence communiste et, à l'extérieur, à la constitution des deux grands blocs antagonistes. Aux élections de 1945, le PCF dépasse pour la première fois la SFIO (26 contre 24 %). Le congrès de septembre 1946 se tient alors que le parti traverse une grave crise d'identité. Guy Mollet anime une tendance de gauche composite qui met en minorité la direction sortante (Daniel Mayer) soutenue par Léon Blum.

Ce dernier propose au parti -mais trop tardivement- de rechercher comment la transformation socialiste peut s'accomplir par la voie démocratique. Refusant de céder à "la peur du qu'en dira-t-on communiste" le vieux leader invite le parti à être d'abord lui-même. Guy Mollet, quant à lui, affirme sa fidélité à la doctrine marxiste, à la lutte des classes, à l'unité d'action avec le PCF et condamne les révisionnismes.

Pour Léon Blum et les socialistes assurant des responsabilités gouvernementales, le souci majeur reste l'instauration du nouveau régime parlementaire sur le plan intérieur et, à l'extérieur, la recherche d'une troisième voie entre le protectorat américain et la dictature stalinienne. Ainsi se comprennent les efforts pour créer une Europe forte et indépendante. En mai 1947, le PCF quitte le gouvernement, refusant à la fois la politique indochinoise et le partage de responsabilités gouvernementales de plus en plus lourdes du fait de la grave situation économique et sociale. Dès l'automne 1947, le PCF mène une virulente campagne anti-socialiste et s'affirme comme parti totalement stalinien.

La SFIO, engluée dans la 3e force (alliance avec les radicaux et le MRP en opposition à la fois aux gaullistes et aux communistes), connaît un effritement de ses positions électorales et un déclin militant. En 1954, c'est Pierre Mendès France, alors membre du Parti radical socialiste, qui paraît incarner le renouveau de la gauche non communiste. Les difficultés et les drames de la décolonisation amènent les socialistes à prendre la direction d'un gouvernement de Front républicain en janvier 1956. Les réalisations sont notables (traité de Rome sur la CEE, 3e semaine de congés payés...) mais toute l'action politique du gouvernement de Guy Mollet est hypothéquée par la guerre d'Algérie. Le durcissement de la guerre conduit Pierre Mendès France et Alain Savary à quitter le gouvernement. La SFIO sort profondément divisée et coupée de la jeunesse. La IVe République ne survit pas au coup de force des militaires qui, en mai 1958, ramène de Gaulle au pouvoir.

## **La recomposition de la gauche socialiste**

### ***1958-1965 : le nouveau paysage socialiste***

L'attitude vis-à-vis du régime gaulliste opère un nouveau clivage. Une minorité de la SFIO, d'autres élus de la gauche républicaine comme François Mitterrand et Pierre Mendès France, se dressent contre le "coup d'Etat". Les minoritaires de la SFIO quittent le parti et fondent le Parti socialiste autonome, dirigé par Edouard Depreux et Alain Savary. En 1960, le PSA fusionne avec de petits mouvements de chrétiens de gauche et de dissidents communistes, l'Union de la gauche socialiste (Gilles Martinet, Claude Bourdet), Tribune du Communisme (Jean Poperen) pour former le Parti socialiste unifié (PSU).

François Mitterrand crée la Convention des institutions républicaines (CIR) avec Charles Hernu et Louis Mermaz en 1964, alors que la même année le mouvement syndical annonce son renouvellement : la CFTC se divise, aboutissant à la création de la CFDT sous l'impulsion d'Eugène Descamps. Cette période voit naître un grand nombre de clubs politiques de gauche, Club Jean Moulin, Vie Nouvelle...

### ***Grande fédération ou union de la gauche ?***

A l'approche de l'élection présidentielle de 1965, la SFIO semble hésiter longtemps sur la stratégie à adopter. Gaston Defferre, soutenu par le centre et le centre gauche, songe un moment à être candidat : la candidature de Monsieur "X" échoue du double fait du MRP et de la SFIO (échec de la "grande fédération"). Dès 1965, François Mitterrand et la CIR proposent une candidature de gauche non communiste. Un rassemblement s'opère avec la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS) qui aboutit à la candidature de François Mitterrand. Il sera soutenu par le PCF, puis, à un degré moindre, par le PSU.

François Mitterrand obtient 32 % des voix au premier tour et 45 % des voix au second tour, à la surprise générale, mettant ainsi de Gaulle en ballottage. La gauche relève la tête et reprend espoir. En 1966, la FGDS publie son programme et passe avec le PCF un accord électoral de désistement au profit du candidat de gauche le mieux placé. Cet accord est efficace puisqu'il amène l'opposition à un siège de la majorité lors des élections législatives de 1967.

La crise de mai 1968 affaiblit la FGDS qui n'a pas pu prendre en charge les interrogations du moment. Après l'échec du référendum et le départ de De Gaulle en 1969, le nouveau Parti socialiste désigne Gaston Defferre comme candidat à la présidence de la République. L'échec du tandem formé par Gaston Defferre et Pierre Mendès France (un peu plus de 5 % des voix, tandis que Michel Rocard, alors candidat du PSU obtient 3,6 % des voix) précipite la recomposition du parti. Le PS s'élargit à Issy-les-Moulineaux : formé de la SFIO (Guy Mollet, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement) de l'URCG (Alain Savary) de l'UCGS

(Jean Poperen), il fait de l'unité de la gauche un axe politique.

## **1971 - 1981**

### ***La réunification de la famille socialiste***

C'est le congrès d'Epinais, en 1971, qui marque l'étape la plus importante de l'unité et de la rénovation du socialisme. Au PS s'agrègent désormais la CIR et une partie du "courant chrétien". Le congrès d'Epinais élit François Mitterrand comme Premier secrétaire et donne mandat à sa direction de préparer un accord de gouvernement avec le PCF. En mars 1972, le congrès de Suresnes adopte le programme "changer la vie". En juin, le programme commun est signé avec le PCF et contresigné par les radicaux de gauche peu après. En mars 1973, les élections donnent plus de 48 % des voix à la gauche. En 1974, après la mort de Georges Pompidou, François Mitterrand est à nouveau le candidat unique de la gauche. Il échoue de peu face à Valéry Giscard d'Estaing (49,6 % des voix au second tour) et ce résultat marque la progression des socialistes et des forces de gauche dans le pays.

Cette dynamique précipite le rassemblement des courants socialistes, qui se concrétise aux "Assises du socialisme", en octobre 1974, avec l'entrée d'une partie du PSU (Michel Rocard, Robert Chapuis), de membres de la CFDT (Jacques Chereque, Jacques Delors) et de la 3e composante (Vie nouvelle, groupes d'action municipale, objectif socialiste...) qui rejoignent, pour l'essentiel, la majorité du parti.

Au congrès de Pau, en 1975, le CERES de Jean-Pierre Chevènement cesse de faire partie de la majorité du parti et constitue désormais la minorité.

### ***De l'union aux désillusions***

Aux élections cantonales de mars 1976, puis aux municipales de 1977, le PS démontre qu'il est devenu le premier parti de France. A partir de 1977, le PCF entame une vaste campagne de surenchères (sur le SMIC, les nationalisations...) et de dénigrement du PS. Il prend ainsi la responsabilité de la rupture de l'union de la gauche qui survient le 23 septembre 1977 et aboutit quelques mois plus tard à l'échec de la gauche aux élections législatives de mars 1978. Lors du congrès de Metz, en 1979, deux coalitions s'affrontent : "mitterrandistes" et CERES d'un côté, "rocardiens" et "mauroyistes" de l'autre. L'enjeu est double : future élection présidentielle et ligne politique. La ligne défendue par François Mitterrand demeure majoritaire (union de la gauche et affirmation de la volonté de rupture avec le capitalisme). En 1980, le parti élabore un projet qui développe l'orientation majoritaire de Metz.

## Le 10 mai 1981

Le 10 mai 1981, après 23 années d'opposition, la gauche accédait enfin au pouvoir. Cet événement fut salué, dans toute la France, par une explosion de joie spontanée qui rappelait l'allégresse du Front populaire.

Chacun garde à l'esprit les grandes réformes qui suivirent la victoire de François Mitterrand : la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, les lois Auroux renforçant les droits des travailleurs dans les entreprises ; les 39 heures, qui annonçaient les 35 heures réalisées par le gouvernement de Lionel Jospin ; l'impôt sur les grandes fortunes ; l'augmentation du SMIC ; les nationalisations, qui permirent de renflouer, dynamiser, et souvent de sauver, beaucoup de grands groupes industriels français ; les progrès de l'Europe sous l'aiguillon de Jacques Delors. Si nous sommes aujourd'hui la quatrième puissance économique du monde, alors que nous ne représentons plus que 1 % de sa population, c'est largement grâce à l'effort de modernisation entrepris alors.

À ces grandes conquêtes économiques et sociales se sont ajoutées d'importantes avancées démocratiques : la peine de mort a été abolie, la décentralisation a rapproché les citoyens des centres de décision, la Haute autorité de l'audiovisuel a été créée, l'IVG a été prise en charge par la Sécurité sociale ; les jeunes ont accédé massivement à l'enseignement secondaire et supérieur...

La gauche a courageusement relevé les défis difficiles des années 80. Elle a réussi à moderniser l'économie et la société française sans renoncer à notre protection sociale et à nos services publics, contrairement à ce qui s'est fait en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, sous la férule des gouvernements conservateurs.

Tout cela ne s'est pas produit sans heurts ni sans déchirures. Mais les gouvernements successifs de François Mitterrand ont su prendre leurs responsabilités, ce que les Français ont finalement apprécié puisqu'ils l'ont réélu en 1988, pour un second septennat.

Confrontée à la modernisation de l'économie, la gauche a échoué à endiguer la marée noire du chômage. C'est pourquoi elle a durement été défaite en 1993. Rappelée au pouvoir dès 1997, elle a pris sa revanche : 1,5 millions d'emplois ont été créés en 4 ans, 1 million de chômeurs ont retrouvé du travail, un nouveau train de réformes progressistes a été engagé. À tous, donc, bon anniversaire et souvenons-nous de la leçon de mai 1981 : "là où il y a une volonté, il y a un chemin".



### ***Le premier septennat***

Le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République ouvre une période nouvelle dans l'histoire du socialisme français. C'est la première alternance politique entre la gauche et la droite sous la Ve République. Les élections législatives de juin sont un triomphe pour le PS : pour la première fois de son histoire, il obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale et devance nettement le PCF qui enregistre un recul certain. Pierre Mauroy forme un gouvernement auquel participent quatre ministres communistes.

Lionel Jospin succède à François Mitterrand à la direction du parti. Dans un premier temps, des mesures importantes conformes aux 110 propositions du candidat Mitterrand sont adoptées (abolition de la peine de mort, augmentation sensible du SMIC, du minimum vieillesse et des allocations familiales, possibilité de prendre sa retraite à 60 ans, nationalisations, décentralisation, nouveaux droits des travailleurs, etc.). Mais rapidement, la crise économique internationale et les faiblesses persistantes des entreprises françaises conduisent le gouvernement de Pierre Mauroy à opter dès 1982, et surtout en 1983, pour une politique de "rigueur économique". Ces décisions découlent du choix fondamental de l'économie ouverte et de la construction européenne.

Les effets positifs de cette politique qui privilégie le renforcement de notre économie se font peu à peu sentir, sauf sur le front du chômage (ce qui entraîne une baisse de la popularité des socialistes). Ceux-ci enregistrent de sévères reculs lors des élections municipales de 1983 et européennes de 1984. Cette même année, la crise de l'école privée contribue à affaiblir le gouvernement et le PS. Le PCF critique de plus en plus nettement la politique du gouvernement auquel il participe.

En juillet 1984, Laurent Fabius remplace Pierre Mauroy comme Premier ministre et forme un gouvernement auquel les communistes refusent de participer. Il définit une politique qui allie la modernisation et la solidarité.

Le congrès de Toulouse, en 1985, traduit l'évolution idéologique et politique du parti. Les socialistes perdent les élections législatives de 1986 mais réalisent un bon score (32 % des voix). François Mitterrand demeure président de la République et nomme Jacques Chirac à la tête du gouvernement. De 1986 à 1988 c'est la "cohabitation". Le Parti socialiste est dans l'opposition.

### ***Le deuxième septennat***

En 1988, François Mitterrand, à l'issue d'une campagne offensive, est largement réélu avec 54 % des voix. Le candidat socialiste, qui a fait campagne sur le thème de la "France unie", se prononce pour une certaine ouverture de la majorité. Les élections législatives donnent une majorité relative au PS.

Michel Rocard est nommé Premier ministre. En intégrant des personnalités dites d'ouverture, issues de la " société civile" et du centre, son gouvernement reflète la réalité de la majorité présidentielle, mais le PS est le seul grand parti à le soutenir.

Dans le parti, le départ de Lionel Jospin du premier secrétariat provoque des tensions au sein du courant majoritaire mitterrandiste. Pierre Mauroy est élu Premier secrétaire contre Laurent Fabius. Deux ans plus tard, le congrès de Rennes voit s'opposer durement les partisans de la motion I (Mauroy-Mermaz-Jospin) et ceux de la motion 5 (Laurent Fabius). Finalement, Pierre Mauroy est réélu à l'unanimité après une synthèse générale qui associe à la direction du parti l'ensemble des courants qui s'étaient exprimés à travers la présentation de sept motions différentes.

Pierre Mauroy mène à bien une double modernisation :

- Une modernisation statutaire et une réactualisation de la déclaration de principes au congrès de Rennes.

- Une modernisation idéologique avec le congrès de l'Arche consacré au projet socialiste.

Par ailleurs, le PS se dote de nouveaux outils : création de la Fondation Jean Jaurès, du Centre Condorcet et de l'hebdomadaire "Vendredi".

Entre 1988 et 1992, le président de la République et les gouvernements de Michel Rocard (mai 1988 - juin 1991) puis d'Édith Cresson (juin 1991 - mars 1992) ont donné, à l'extérieur, la priorité à la construction européenne et à la définition d'un nouvel ordre international, après la fin de la guerre froide, l'effondrement du communisme en Europe et l'épreuve de la guerre du Golfe. À l'intérieur, les gouvernements se sont attachés à remplir les engagements pris par François Mitterrand en 1988 dans la "Lettre à tous les Français". (cf chapitre consacré au Bilan).

Le début de

## **Un nouveau cycle politique**

Le parti socialiste, bien que restant le premier parti à gauche, prend conscience de la nécessité de sa remise en cause et de sa reconstruction pour redresser son influence dans son électorat et notamment dans les milieux populaires.

Après le comité directeur du 3 avril 1993 et la démission collective de la direction, une direction provisoire se met en place, présidée par Michel Rocard, qui décide la réunion d'états généraux du parti. Quelques jours plus tard, le parti socialiste subit un deuil cruel lorsque le 1er mai 1993, Pierre Bérégovoy choisit de se donner la mort.

Aux états généraux de Lyon, en juillet 1993, la parole est donnée aux militants et sympathisants sur le bilan, le projet, la stratégie et le militantisme aujourd'hui. Les fédérations envoient 2358 délégués (militants et sympathisants) à Lyon. La procédure, inédite, est une réussite, et le rapport final est approuvé à la quasi-unanimité. Les états généraux confirment l'unité du parti remobilisé, sa stratégie de rassemblement à gauche et un redéploiement dans les réseaux associatifs et professionnels.

Au congrès du Bourget, en octobre 1993, trois textes sont soumis aux

militants. La motion "Refonder" présentée par Michel Rocard, propose des options différentes sur cinq questions (réduction du temps de travail, commerce international, institutions européennes, institutions, mode de scrutin) sur lesquelles seuls les militants votant pour ce texte se prononcent. Elle obtient 83% des voix. Les deux autres motions défendues respectivement par Jean Poperen et Louis Mermaz obtiennent 11% et 6%. Le parti définit son programme sur trois thèmes principaux "réduction du temps de travail - nouvelle donne européenne - égalité continue des chances " et s'engage dans la préparation des Assises de la transformation sociale. Son Premier secrétaire est élu pour la première fois par le congrès au suffrage direct. Michel Rocard, confirmé à la direction du Parti par 80,92 % des votes du congrès, annonce qu'il conduira la liste socialiste aux élections européennes, sur laquelle la parité "un homme - une femme" sera respectée. Le redressement marqué par les élections cantonales de mars 1994 ne se confirme pas aux élections européennes de juin. La liste conduite par Michel Rocard n'obtient que 14,6 % des voix, talonnée par la liste de Bernard Tapie. Au conseil national du 19 juin, Michel Rocard est en minorité et un nouveau Premier secrétaire, Henri Emmanuelli, est élu. Il est confirmé par le vote des délégués au congrès de Liévin en novembre 1994. La motion présentée par Henri Emmanuelli recueille 92,15 % des voix contre une motion défendue par de jeunes militants, qui regroupe 7,85 % des voix. Henri Emmanuelli met en avant une volonté d'opposition au libéralisme dominant.

Mais ce même congrès de Liévin, marqué à gauche, est également dominé par la perspective d'une candidature de Jacques Delors, encore président de la Commission européenne.

En décembre, le retrait de Jacques Delors ouvre une période incertaine. Pour la première fois dans l'histoire, deux candidats à la candidature se confrontent : Henri Emmanuelli et Lionel Jospin qui sont départagés par un vote direct et secret des militants. Le vote avantage largement Lionel Jospin. Ce dernier se trouve investi lors d'une convention de désignation le 5 février 1995, qui marque le lancement de la campagne présidentielle. Trouvant un ton juste, alliant volonté réformatrice et réalisme, réclamant un "droit d'inventaire" sur le bilan socialiste, Lionel Jospin réussit à être en tête des candidats du premier tour, avec plus de 23 % des voix et à regrouper 47,3 % des suffrages au second tour. Ce succès relatif permet de mettre en place les conditions d'un renouvellement pour le Parti socialiste. Quittant la Présidence de la République, François Mitterrand encourage les socialistes à affronter le cycle politique qui s'ouvre. Il décède quelques mois plus tard, le 8 janvier 1996.

Sa période nouvelle est d'abord marquée par un changement de direction. En juin 1995, Henri Emmanuelli propose de s'effacer et de laisser à Lionel Jospin la responsabilité de conduire les socialistes.

Celui-ci accepte à la double condition de réaliser l'unanimité des composantes du parti et pouvoir mener à bien une rénovation approfondie des idées et des structures.

Une commission de rénovation se met en place et travaille tout l'été. Elle propose un programme de réformes. Celui-ci, comme l'élection de Lionel Jospin, Premier secrétaire, est soumis au vote direct et secret des militants lors de la Convention nationale du 14 octobre 1995.

L'année 1996 voit le Parti socialiste tenir trois importantes conventions pour redéfinir son projet et préciser ses orientations programmatiques. Sa première s'est tenue les 30 et 31 mars sur "la mondialisation, Europe et la France", la seconde, les 29 et 30 juin, sur "les acteurs de la démocratie" et la troisième, les 14 et 15 décembre 1996, a élaboré "nos propositions économiques et sociales".

Le Parti ayant ainsi posé les bases d'un programme d'alternance politique pour les élections législatives de 1998, désigne ses candidats en mars 1997, avec une volonté de renouvellement et d'élargissement comme le montre la place faite aux femmes. Après la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Jacques Chirac le 21 avril 1997, le Parti socialiste est prêt pour faire face aux échéances. Après un premier tour favorable le 25 mai, la gauche obtient le 1er juin 1997 la majorité à l'Assemblée nationale avec les élus du Parti socialiste, du Parti communiste, des Radicaux de Gauche, des Verts et du Mouvement des Citoyens.

Lionel Jospin est appelé par le Président de la République à former le Gouvernement, où toutes les composantes de la Gauche parlementaire sont représentées. Une nouvelle période de "cohabitation" commence. François Hollande succède à Lionel Jospin comme Premier secrétaire délégué du Parti. A la suite du Congrès de Brest en Novembre 1998, il est élu Premier secrétaire par les militants et un programme d'action est adopté pour les trois ans à venir, à la fois pour renouveler la doctrine socialiste et pour rénover ses pratiques et ses structures politiques.

# Les congrès et conventions

## **De 1969 à 1981 : la marche au pouvoir**

### ***Congrès d'Alfortville : 4 mai 1969***

Le nouveau Parti socialiste succède à la SFIO lors du congrès constitutif d'Alfortville, le 4 mai 1969. Gaston Defferre est désigné comme candidat à l'élection présidentielle de 1969.

### ***Congrès d'Issy-les-Moulineaux : 11-12 et 13 juillet 1969***

Le nouveau Parti socialiste est définitivement constitué et Alain Savary en devient le premier secrétaire. La convention des institutions républicaines (CIR) ne participe pas à ce congrès car le nouveau Parti socialiste, tout en étant favorable à l'union de la gauche, n'est pas prêt à une discussion programmatique avec le PCF. Jean Poperen, qui avait été exclu du PSU, rejoint le nouveau PS.

### ***Congrès d'Épinay : 11-12 et 13 juin 1971***

Ce congrès est celui de l'unification avec la convention des institutions républicaines. Les militants ont eu à choisir entre 17 motions et 6 restent en lice au moment du vote. Après de longues tractations, et des débats passionnés, la coalition Mauroy- Defferre-Mitterrand-CERES (51,26 % des mandats) l'emporte sur celle de Savary-Mollet-Poperen (48,73 % des mandats). Concernant l'union de la gauche, la première coalition prônait un accord avec le PCF reposant sur l'élaboration d'un programme de gouvernement ; c'était aussi un choix tactique qui devait favoriser une dynamique politique au bénéfice des socialistes. La seconde coalition posait en préalable l'instauration d'un dialogue idéologique avec le PCF. François Mitterrand devient Premier secrétaire grâce au ralliement de la gauche du parti (CERES) et à l'appui de deux puissantes fédérations : les Bouches-du-Rhône de Gaston Defferre, et le Nord de Pierre Mauroy. Le congrès mandate sa nouvelle direction pour préparer un accord de gouvernement avec le PCF. La motion finale se réfère à la stratégie d'union de la gauche, à la rupture avec le capitalisme et au front de classe des travailleurs. Epinay marque le véritable départ du PS et renoue avec la synthèse traditionnelle du socialisme français : anticapitalisme, confiance dans l'action réformatrice de l'Etat, humanisme...

### ***Convention de Suresnes : 11 mars 1972***

Le PS adopte son programme "changer la vie" qui renouvelle le projet socialiste et lui donne une dimension autogestionnaire (construction du socialisme par l'articulation entre le mouvement "d'en haut" et le mouvement "d'en bas"). Les débats sur les institutions, l'Europe, l'autogestion et le contrôle, le retrait de la France de l'OTAN... sont tranchés par le vote. n SIGNATURE DU PROGRAMME COMMUN 27 juin 1972 Le programme commun de gouvernement entre le PS et le PCF est le premier du genre signé par les deux partis depuis le congrès de Tours.

Il sera contresigné par le MRG peu de temps après.

### ***Congrès de Grenoble : 22 au 24 juin 1973***

La motion de François Mitterrand obtient à elle seule 65,35 % au vote indicatif (Mitterrand, Mauroy, Savary), le CERES obtenant 21,02 %, la motion Mollet 8 % et la motion Poperen 5 %. Les affrontements sont vifs mais la synthèse est réalisée. Le Premier secrétaire rallie la quasi-unanimité du parti, à l'exception des molletistes, lors du vote final : sa motion "Pour un socialisme libérateur, un parti socialiste responsable" obtient 92 % des mandats. La ligne d'Epinais est réaffirmée.

### ***Convention extraordinaire de Bagnolet : 15 et 16 décembre 1973***

Cette convention débat de la construction européenne. François Mitterrand doit mettre sa démission dans la balance pour obtenir gain de cause : le texte qu'il propose, favorable à la construction européenne, est adopté à l'unanimité.

### ***Convention de Suresnes : 23 et 24 mars 1974***

Cette convention est consacrée à la réforme des statuts : création des sections d'entreprises, mode d'élection des dirigeants à la proportionnelle, institution d'un quota féminin (10 %)...

### ***Les assises du socialisme : 12 et 13 octobre 1974***

Ces assises ont lieu dans la dynamique de l'élection présidentielle de mai 1974, où François Mitterrand a frôlé la victoire. Elles marquent l'ouverture du Parti socialiste à la majorité de la direction du PSU (Michel Rocard, Robert Chapuis) et à des personnalités de la CFDT (Jacques Chérèque, Pierre Héritier) ainsi qu'à la "troisième composante" (vie nouvelle, GAM, Objectif socialiste...). Après le congrès d'Epinais, ces assises achèvent, pour l'essentiel, l'unification de la famille socialiste.

### ***Le congrès de Pau : 31 janvier - 12 février 1975***

Le PS se dit prêt à appliquer seul le programme commun, dans le cas d'une rupture de l'union de la gauche à l'initiative du PCF. Le CERES (25 % des mandats) entre dans la minorité. La majorité se regroupe ainsi : François Mitterrand, Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Jean Poperen, Alain Savary. La minorité est dirigée par Jean-Pierre Chevènement et les animateurs du CERES. Il y a donc rupture de la coalition d'Epinais. Le "courant des assises" (rocardiens) se compte à l'aide de "l'amendement Martinet" mais il fait le choix de l'intégration dans la majorité. Le comité directeur (CD) compte désormais 130 membres. Sont

également créés des postes de délégués nationaux pour seconder les secrétaires nationaux.

### ***Convention nationale sur l'autogestion : 3 et 4 mai 1975***

Les 15 thèses pour l'autogestion, élaborées au sein d'une commission de travail, sont adoptées à l'unanimité par la convention. La convention ne reprend pas l'amendement additionnel (16e thèse) présenté par le CERES sur "l'initiative autonome des masses". Ces 15 thèses tournent autour de l'articulation du "mouvement d'en haut" et du "mouvement d'en bas".

### ***Congrès extraordinaire de Dijon : 14 et 15 mai 1976***

Ce congrès extraordinaire a pour objet les relations PS/PCF dans la perspective des élections municipales de mars 1977. Il prévoit le principe de l'union de la gauche, sauf dans quelques situations particulières en cas d'exigences excessives du PCF. Il y a donc un rejet des alliances de "troisième force", encore en vigueur dans 2/3 des villes lors des élections municipales de 1971.

### ***Congrès de Nantes : 17 et 18 juin 1977***

Celui-ci voit une discussion sur les modalités de l'exercice du pouvoir (débat lancé par Michel Rocard sur les "deux cultures" qui traversent la gauche française, les rapports plan / marché, l'autogestion). La majorité sort renforcée sur la ligne de la réaffirmation de l'union de la gauche. La motion Mitterrand obtient plus de 75 % des voix. Le CERES reste dans la minorité sur la base d'orientations radicales : rupture avec le capitalisme "en 100 jours", nationalisations étendues, hausse importante du SMIC...

### ***Congrès de Metz : 6-8 avril 1979***

L'enjeu de ce congrès est double : le choix du candidat à la prochaine élection présidentielle et la ligne politique. Parmi les points de débats : la conception de l'alliance avec les communistes après la rupture de 1977 (Pierre Mauroy et Michel Rocard défendent une démarche plus autonome pour le Parti socialiste), l'évaluation du rôle du marché et des mécanismes de régulation économique, le degré de rupture avec l'ordre économique. Lors du vote final au congrès, la motion Mitterrand obtient 46,99 %, la motion Rocard 21,26 %, la motion Mauroy, 16,01 %, le CERES 14,4 %. Une première synthèse est réalisée au congrès entre les motions Mitterrand et Defferre qui atteignent presque la majorité absolue ; le CERES rejoint la synthèse après le congrès pour former avec Mitterrand la majorité du parti. Les courants Rocard et Mauroy constituent désormais la minorité.

## ***Convention nationale d'Alfortville : 12-13 janvier 1980***

Adoption du "projet socialiste" pour les années 80. Divisé en trois parties - comprendre, vouloir, agir - le Projet socialiste doit orienter l'action des socialistes pour les années 80. Rupture avec le capitalisme et stratégie d'union de la gauche, volonté de s'affranchir de la logique du marché et des contraintes extérieures, affirmation de la souveraineté nationale face au processus d'intégration européenne et à la puissance américaine, le texte soumis aux militants est marqué par le volontarisme politique et économique. Tous les dirigeants s'y rallient à l'exception de Jacques Delors ; il réunit 96 % des suffrages.

## **De 1981 à 1988 : le premier septennat**

### ***Congrès extraordinaire de Créteil : 24 janvier 1981***

François Mitterrand est désigné à l'unanimité comme candidat à l'élection présidentielle. Lionel Jospin devient Premier secrétaire du Parti socialiste. Ratification des 110 propositions du candidat, inspirées du projet socialiste.

### ***Congrès de Valence : 23 au 25 octobre 1981***

Motion unanime présentée par le nouveau Premier secrétaire. Débat autour du rôle du parti dans le changement, ainsi que sur la notion de compromis (compromis entre "le pouvoir économique et le pouvoir socialiste", compromis entre les "forces du changement et les forces de conservation"). L'adoption de cette notion marque le choix d'une transformation graduelle du système économique et de la société française.

### ***Congrès de Bourg en Bresse : 28 au 30 octobre 1983***

La motion Jospin obtient 77%, le CERES, 18% et la motion Richard-Lienemann, 5%. Les débats portent sur la politique économique suivie par le gouvernement depuis 1982 et surtout depuis mars 1983 : continuité, inflexion ou rupture par rapport à 1981 et au projet socialiste rédigé en 1980 ? Le CERES se bat pour une "autre politique" alors qu'Alain Richard et ses amis tentent de théoriser le virage de la rigueur ("du bon usage de la rigueur"). Le débat se termine par une synthèse générale et le parti apporte son soutien résolu à la politique du gouvernement de Pierre Mauroy. A la fin du congrès, le Premier ministre annonce les lois sur l'enseignement privé et sur les concentrations dans la presse.



### ***Convention nationale d'Evry : 15 et 16 décembre 1984***

Cette convention nationale a pour thème : la "modernisation et le progrès social". Un certain nombre de débats sont ouverts : l'aménagement du temps de travail, le financement de la sécurité sociale... ainsi est avancée l'idée d'asseoir un prélèvement sur tous les revenus pour financer la sécurité sociale.

### ***Congrès de Toulouse : 11 au 13 octobre 1985***

La motion Jospin obtient 71,5% des mandats et la motion Rocard 28,5%. Ce congrès débat de la modernisation théorique du parti et de l'évolution de la pratique gouvernementale du PS après 4 ans de gouvernement de la gauche et le départ du parti communiste de ce gouvernement en 1984. La majorité conduite par Lionel Jospin et la minorité conduite par Michel Rocard parviennent à une synthèse. Le parti soutient l'effort mené par la politique de rigueur et de modernisation du gouvernement dirigé par Laurent Fabius. C'est lors de ce congrès qu'est présentée et retenue l'idée d'un revenu minimum garanti.

### ***Congrès de Lille : 3 au 5 avril 1987***

Motion unanime rassemblant tous les courants. Le parti rejette toute idée de dérive centriste. Les anciens premiers ministres, Laurent Fabius, Pierre Mauroy, et les anciens ministres Pierre Bérégovoy, Jack Lang, Edith Cresson, Henri Emmanuelli ainsi que Louis Mermaz reviennent au secrétariat national. L'idée d'un crédit-formation, offrant une deuxième chance aux exclus du système scolaire, figure dans la motion finale.

### ***Convention nationale de Paris : 16 et 17 janvier 1988***

Adoption du texte intitulé "Propositions des socialistes" pour l'élection présidentielle qui recueille 90 % des suffrages ; après de longs débats sur l'opportunité de dissoudre l'Assemblée nationale en cas de victoire du candidat de la gauche à la présidence de la République, il est décidé d'en laisser l'appréciation à celui-ci.

## **De 1988 à 1994 : le second septennat**

### ***Congrès de Rennes : 15-18 mars 1990***

Pour la première fois depuis longtemps, toutes les sensibilités se présentent au suffrage des militants, alors qu'apparaissent de nouveaux courants issus de l'ancien "axe majoritaire". Neuf contributions au départ débouchent sur sept motions : motion 1 (Jospin-Mauroy-Mermaz) 28,95 % ; motion 2 (Poperen) 7,2 % ; motion 3 (Rocard) 24,2 % ; motion 4

(Mélenchon) 1,35 % ; motion 5 (Fabius) 28,84 % ; motion 6 (Lienemann) 0,6 % ; motion 7 (Chevènement) 8,5 %. L'absence de désaccord profond entre les principales motions sur la politique à mener et la conception actuelle du socialisme français met en évidence l'âpreté des enjeux de pouvoir et les tensions autour des choix de personnes. La nouvelle déclaration de principes, votée à l'unanimité, modernise dans le fond comme dans la forme la vision que les socialistes français se font du socialisme démocratique. Les modifications des statuts et du règlement intérieur (suppression du vote par mandat, scrutin secret lors du vote sur les motions) renforcent la démocratie dans le parti. Elu premier secrétaire par le comité directeur en 1988, après l'entrée de Lionel Jospin au gouvernement, Pierre Mauroy conserve son poste après une synthèse générale réalisée lors du comité directeur qui se réunit à Paris, dans la semaine qui suit le congrès.

### ***Congrès de l'Arche : 13-15 décembre 1991***

Le congrès est entièrement consacré au Projet socialiste. Il avait pour objectif d'effacer les divisions nées du congrès de Rennes en rassemblant les militants autour d'une remise à jour idéologique qui tienne compte de l'expérience du pouvoir, des mutations de la société française, des bouleversements du monde après l'effondrement du communisme et la guerre du golfe. La démarche proposée par le rapporteur, Michel Charzat, est originale et fructueuse. Après avoir auditionné des dizaines d'intellectuels, journalistes, artistes, acteurs de la "société civile"... une consultation associant militants et sympathisants débouche sur un texte qui est voté à la quasi-unanimité. Un droit d'option permet un débat très ouvert alors que des amendements alternatifs donnent l'occasion à une opposition de se compter (Jean-Pierre Chevènement : 11 %, Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann : 6 %). Dans les semaines qui suivent, Pierre Mauroy estimant sa mission accomplie après la réussite du congrès de l'Arche, décide de quitter la direction du parti. Il propose, au comité directeur, Laurent Fabius au poste de premier secrétaire.

### ***Congrès de Bordeaux : 10-12 juillet 1992***

#### **Congrès ordinaire du 10 juillet**

La réforme des statuts "pour le renouveau du parti", préparée par Daniel Vaillant, a fait l'objet d'un consensus entre tous les courants.

#### **Congrès extraordinaire des 11 et 12 juillet**

Débat sur le programme du Parti pour les législatives de mars 1993 et sur la stratégie. Le programme fait le choix de cinq grandes priorités :

- L'emploi
- Les libertés
- La sécurité
- La solidarité
- La démocratie

et se prolonge par cinq "Repères" qui mettent en perspective des choix volontairement limités :

- La citoyenneté élargie
- L'état garant
- L'économie mixte
- L'Europe
- Le nouvel ordre international

Les débats du congrès mettent l'accent sur le partage et une nouvelle organisation du travail. Le projet est ratifié par 85,30 % des votants, alors que le texte alternatif "La belle alliance" recueille 7,26 %. Le programme est conçu comme une base de discussion susceptible de se transformer en "contrat" avec d'autres forces, notamment les écologistes. La discussion en faveur du Oui au référendum sur l'Union européenne confirme la large adhésion des socialistes français aux accords de Maastricht.

### ***Etats généraux des socialistes : Lyon, 2, 3, 4 juillet 1993***

Après la défaite électorale de mars 1993, un débat élargi réunissant militants et sympathisants s'engage. La procédure adoptée pour ces états généraux est inédite : sans contributions préalables, les socialistes s'interrogent sur le bilan de leurs gouvernements, les raisons de l'échec et l'avenir du parti. Cinq commissions rapportent l'ensemble des réflexions :

1. Parti - Identité
2. Bilan
3. Stratégie et alliances
4. Europe - international
5. Projet.

Contrairement au congrès, tous les participants qui le souhaitent peuvent s'exprimer aux états généraux (soit plus de 400 interventions). Cette parole retrouvée et partagée scelle le succès des états généraux. Le PS confirme son caractère de parti de libres débats. Une opposition des amis de Louis Mermaz et de Jean Poperen s'exprime, mais le rapport final est adopté à une large majorité : 2 665 suffrages pour, 111 refus de vote, 29 abstentions et 5 voix contre. Le succès des états généraux des socialistes jette ainsi les bases de la reconquête pour le congrès d'octobre et pour les assises de la transformation sociale.

### ***Congrès du Bourget : 22, 23, 24 octobre 1993***

Dans la continuité des états généraux, trois motions sont soumises aux militants :

La motion "Refonder" présentée par Michel Rocard et soutenue par Laurent Fabius, Lionel Jospin et Pierre Mauroy, qui proposent plusieurs options au vote des militants sur les principales orientations à définir (réduction du temps de travail, commerce international, institutions nationales et européennes, mode de scrutin). Elle obtient 87,27 % des voix. La motion B présentée par Jean Poperen obtient 11,14 % des voix. La motion C présentée par Roland Dumas et Louis Mermaz obtient 6,6%

des voix. Forte réduction du temps de travail, redistribution des revenus, nouvelle donne européenne, invention d'une démocratie participative, rénovation et ouverture, ainsi se définit le projet du PS à la fin d'une année qui fut l'une des plus difficile depuis Epinay. Michel Rocard, nouveau Premier secrétaire -élu pour la première fois au scrutin majoritaire par les congressistes - obtient plus de 80 % des voix.

### ***Congrès de Liévin : 18, 19, 20 novembre 1994***

Deux motions sont soumises à la discussion et au vote des militants.

La motion , "Etre socialiste", présentée par Henri Emmanuelli, recueille 92,15 % des suffrages ;

la motion, "Agir en socialistes", présentée par de jeunes militants, recueille 7,85 % des suffrages. A l'issue du congrès, Henri Emmanuelli est élu Premier secrétaire par les délégués au congrès et obtient plus de 87 % des voix.

## **De 1994 à 1997 : le nouvel élan**

### ***Convention nationale : 5 février 1995***

Après un vote direct et secret des militants, Lionel Jospin est désigné candidat du Parti à l'élection présidentielle.

### ***Convention nationale : 14 octobre 1995***

Cette convention engage une rénovation des idées et des structures du parti. Lionel Jospin est élu Premier secrétaire par l'ensemble des militants.

### ***Convention nationale de l'haÿ-les-roses : 30-31 mars 1996***

Cette convention définit les positions du parti sur la "mondialisation, l'Europe et la France". Le texte proposé par la direction est adopté par 93,22% des votes exprimés par les militants. Un amendement soutenu par la Gauche socialiste obtient 40,7% des voix qui s'étaient portées sur le texte.

### ***Convention nationale de la Villette : 29 et 30 Juin 1996***

La convention sur "Les acteurs de la Démocratie" s'interroge sur les moyens d'une participation plus importante et plus active des citoyens à l'exercice du pouvoir à tous les niveaux de la vie politique. Le texte, adopté par 93,2 % des voix (5,07 % d'abstention, 1,91 % contre) retient un ensemble de propositions visant à redonner le pouvoir aux citoyens et à garantir davantage leurs droits et libertés. L'accent est mis sur la

reconnaissance de la parité homme-femme.

### ***Convention nationale de Noisy le grand : 14 et 15 décembre 1996***

La Convention chargée d'élaborer les propositions économiques et sociales du Parti adopte avec 74,85 % des voix le texte proposé par la majorité du Conseil national "Pour l'emploi changer de politique". Le texte présenté contradictoirement par la Gauche socialiste obtient 16,22 % des voix, celui présenté par "Partage" obtient 21,92 et celui présenté par "Changer" 2,57 %.

Se proposant d'agir pour la croissance, l'emploi et la justice sociale, le parti met l'accent sur une politique volontariste en faveur de l'emploi : création des emplois-jeunes, réduction du temps de travail. Il précise à cette occasion sa position sur l'avenir de l'Europe : favorables à la mise en place de l'euro, les socialistes refusent la conception purement monétariste dans laquelle s'est engagée l'Union. Ils proposent un pacte de solidarité et de croissance qui s'appuyerait sur une véritable politique européenne de l'emploi et du progrès social.

### ***Congrès de Brest : 21,22,23 novembre 1997***

Au lendemain de la Victoire de la Gauche le 1er juin 1997, le congrès de Brest s'ouvre pour débattre, rénover, rassembler. Trois motions sont soumises aux militants :

La motion A "Réussir ensemble" présentée par François Hollande et soutenue par l'ensemble des membres socialistes du Gouvernement et par Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, anciens Premiers ministres et Premiers secrétaires, obtient 84,07 % des suffrages ;

La motion B "Réussir à Gauche" présentée par Marie-Thérèse Mutin, obtient 5,43 % des voix ;

La motion C "Etat d'urgence sociale : pour une autre cohérence" présentée par la Gauche socialiste obtient 10,21 % des voix.

Congrès de l'élan retrouvé par un Parti profondément renouvelé et rassemblé autour du Gouvernement de Lionel Jospin, le congrès de Brest efface le souvenir de l'échec du congrès de Rennes. La motion finale "Réussir ensemble" souligne le rôle de propositions et de soutien au Gouvernement pour prolonger les conditions de la victoire et approfondir les réformes engagées (Emploi, réduction du temps de travail, justice, immigration, démocratie...). Elle insiste sur la rénovation engagée pour que les propositions des militants soient effectivement les propositions de tous, et annonce à cet effet les cinq thèmes de réflexion collective à venir :

- L'Europe et la Nation ;
- L'état et l'entreprise ;
- Le combat pour la solidarité ;
- L'éducation et la culture dans la société de l'information ;

- Les Territoires.

François Hollande, qui a exercé la fonction de Premier secrétaire délégué depuis la nomination de Lionel Jospin à Matignon en juin 1997, est élu Premier secrétaire avec 91,18 % des voix des militants.

# Les socialistes au pouvoir, les réformes

## **Du front populaire au front républicain**

### ***Le Front populaire***

- réforme de la Banque de France ;
- nationalisations (elles concernent l'armement et certains transports : ex : SNCF) ;
- création de l'Office du blé ;
- semaine de quarante heures ;
- congés payés (15 jours).

Ces deux dernières mesures reprennent le contenu des accords Matignon. Par ces accords, issus d'une négociation entre le patronat et les syndicats, les travailleurs obtiennent, outre les 40 heures et les congés payés :

- la reconnaissance des délégués d'atelier ;
- la liberté syndicale ;
- la signature de conventions collectives ;
- des augmentations substantielles de salaires, de 7 à 15 %.

### ***Libération***

- Droit de vote accordé aux femmes ;
- nationalisations : énergie (ex. EDF-GDF), aviation, Régie Renault, banques (ex. : Crédit lyonnais), compagnie nationale du Rhône, agence Havas... ;
- création des comités d'entreprises ;
- promulgation d'une ordonnance qui généralise les anciennes assurances sociales sous le terme de sécurité sociale.

## **1956 - 1957 : le front républicain**

- Troisième semaine de congés payés (février 1956) ;
- indépendance du Maroc ;
- signature du traité de Rome instituant la CEE ;
- loi cadre sur la décolonisation de l'Afrique noire.

## **La gauche au pouvoir : 1981-86**

### ***Justice sociale***

- abaissé l'âge de la retraite à 60 ans ;
- instauré la 5e semaine de congés payés ;

- augmenté le SMIC, le minimum vieillesse, l'allocation aux handicapés et les prestations familiales ;
- étendu les droits des travailleurs dans l'entreprise (lois Auroux) ;
- instauré l'impôt sur les grandes fortunes ;
- fait avancer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- rétabli la couverture sociale des chômeurs ;

### ***Relance économique***

- réduit l'inflation de 14 % à 3 % ;
- étendu, dynamisé et démocratisé le secteur public ;
- relancé la recherche et la culture ;
- modernisé l'outil de production ;
- créé les offices par produit en agriculture ;

### ***Modernisation de la société***

- exonéré les bas salaires de l'impôt sur le revenu ;
- permis le remboursement de l'IVG ;
- exonéré de la taxe d'habitation les personnes âgées les plus démunies ;
- développé les possibilités d'accès à la formation professionnelle ;
- aboli la peine de mort ;
- lancé, pour la première fois en France, un véritable processus de décentralisation ;
- doté d'un statut les conjoints d'artisans et de commerçants ;
- autorisé les radios libres ;
- créé de nouvelles chaînes de télévision ;
- modernisé la police ;
- élargi la Communauté européenne ;
- adopté le projet de tunnel sous la Manche ;
- ouvert l'école sur l'entreprise ;
- augmenté l'aide publique aux pays du Tiers-Monde ;
- mené une politique de prévention de la délinquance (Conseil national de prévention de la délinquance, développement social des quartiers, ZEP, plans anti été-chaud) ;
- démocratisé les rapports propriétaires-locataires (loi Quilliot).



## **Le bilan : 1988-1993**

### ***La lutte contre les exclusions***

- Revenu Minimum d'insertion pour les plus démunis ;
- politique de traitement économique du chômage : plus de 800 000 emplois créés en trois ans, jusqu'en 1991. Par ailleurs on a observé une baisse très sensible du chômage des jeunes sur les deux années ;
- loi sur la lutte contre la précarité de l'emploi ;
- mise en place du crédit formation ;
- abrogation de la loi Pasqua (sur l'immigration) ;
- nouvelle Calédonie : après les affrontements meurtriers des mois qui ont précédé leur retour au pouvoir, le gouvernement obtient la réconciliation des kanaks et des caldoches et fait adopter un projet de développement de la Nouvelle Calédonie ;
- augmentation de l'aide publique au développement (APD) qui atteint 0,54 % du PIB.

### ***Justice sociale, justice fiscale***

- Impôt de solidarité sur la fortune pour financer le RMI ;
- création d'un plan d'épargne populaire ;
- plafonnement de la taxe d'habitation à 4 % du revenu imposable et réduction des taux de TVA ;
- contribution sociale généralisée ;
- ouverture de discussions pour une politique contractuelle de relèvement des bas salaires...

### ***Une priorité : l'éducation***

- Plan d'urgence et de rénovation des lycées visant à développer la vie lycéenne et à fixer les droits et devoirs des lycéens ;
- loi d'orientation pour l'Education nationale, déblocage de crédits pour la rénovation du système éducatif, plan d'urgence sur l'enseignement supérieur avec la construction de nouveaux locaux universitaires ;
- rénovation pédagogique des collèges et lycées ;
- plan Université 2000 et plan social étudiant ;
- le budget de l'Education nationale (qui progresse de 64,5 milliards en 4 ans) est désormais le premier budget de la Nation.

### ***Audiovisuel***

- Création du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel).

## ***Politique de la ville, décentralisation, aménagement du territoire***

- Réforme de la loi Méhaignerie (limitation des augmentations de loyers). La loi Besson sur le logement assure un véritable droit au logement ;
- élaboration d'un projet de développement pour l'Ile-de- France ;
- relance de la décentralisation et de l'aménagement du territoire ;
- relance de la construction de logements sociaux ;
- politique de la ville et des banlieues sous l'impulsion de la délégation ministérielle à la ville avec la relance des projets de DSQ (Développement social des quartiers) ;
- mise en place d'un ministère de la ville ;
- vote de la loi d'orientation sur la ville. Cette loi a pour objectif de corriger certaines inégalités qui existent entre les communes, notamment au sein d'une même agglomération, en établissant de nouveaux mécanismes de solidarité financière ;
- délocalisation des administrations centrales ;
- vote de la loi sur l'administration territoriale, permettant de donner un second souffle à la décentralisation : incitations à l'intercommunalité, statut de l'élu...

## ***Politique de rénovation du service public***

- Refonte de la grille indiciaire,
- modernisation des PTT...

## ***Défense***

- Plan armée 2000, modernisation et simplification des structures des forces armées ;
- réduction du service national à 10 mois.

## ***Environnement***

- Doublement du budget de l'environnement entre 1988 et 1991 ;
- la France joue un rôle moteur dans les négociations internationales pour la protection de la planète (notamment lors de la conférence de la Haye en mars 1989) et participe activement au sommet de Rio en juin 1992 ;
- vote de la loi sur l'eau ;
- mise en place d'une politique de fiscalité écologique ;
- politique de lutte contre le bruit et autres formes de nuisances ;
- politique de maîtrise des déchets (création des "éco-produits", plan de résorption des décharges sauvages...).

## ***La France dans le monde***

- Diplomatie active avec des succès importants comme la conférence de Paris sur la paix au Cambodge ;
- la France poursuit avec vigueur son action en faveur de la construction européenne.

## **Les réformes : 1997-2002**

### ***Une volonté de créer des emplois***

- Les 35 Heures
- Les emplois-jeunes

### ***Une volonté de lutter contre les inégalités***

- La loi contre les exclusions.
- La réforme de la prestation dépendance
- Le projet de loi sur la modernisation sociale

### ***Une volonté de moderniser en profondeur la société et la vie politique***

- La limitation du cumul des mandats
- La loi sur la parité
- La réforme de la justice
- La réduction du mandat présidentiel à cinq ans
- Le deuxième acte de la décentralisation
- La création de nouveaux droits (PACS, IVG, contraception...)

### ***Une volonté d'améliorer la vie quotidienne des Français***

- La loi solidarité et renouvellement urbain.
- Le plan de lutte contre l'effet de serre, contre le bruit, la loi sur l'air.
- La mise en place progressive de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP).
- La mise en place de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

- Le renforcement du dispositif de sécurité sanitaire prévoyant notamment la suppression des farines animales.
- Les contrats locaux de sécurité
- La loi d'orientation agricole et les contrats Territoriaux d'exploitation.

**Parti Socialiste Le Havre**

**Adresse:** 11 rue Georges Braque 76600 Le Havre. **Tel:** 02 35 43 48 80

**mel:** [ps-le-havre@wanadoo.fr](mailto:ps-le-havre@wanadoo.fr) **site :** [www.ps-lehavre.org](http://www.ps-lehavre.org)